

HAÏTI UN AN PLUS TARD

CAHIER
G

LE DEVOIR



FELIX EVENS REUTERS

Michaëlle Jean, alors gouverneure générale du Canada, au cours d'une visite en Haïti en 2009

Michaëlle Jean, représentante spéciale de l'UNESCO pour Haïti

« J'ai l'impression que je devrai déplacer des montagnes »

La communauté internationale ne doit pas se laisser vaincre par les échecs de la classe politique

Entrée officiellement en poste il y a un peu plus de deux mois à titre de représentante spéciale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en Haïti, Michaëlle Jean a accepté d'accorder une entrevue au *Devoir* pour discuter de ses défis, de ses inquiétudes, mais aussi de ses espoirs.

MARTINE LETARTE

En tant que gouverneure générale du Canada, Michaëlle Jean a été appelée à visiter plusieurs régions du monde, dont Haïti, sa terre natale. Deux mois après le séisme, sa visite a été particulièrement forte en émotions puisqu'elle s'est rendue sur les lieux de son enfance réduits en débris. Lorsqu'on a annoncé qu'elle deviendrait représentante spéciale de l'UNESCO pour Haïti, plusieurs y ont vu une suite logique, un poste parfait. Or, jointe avant les Fêtes à Ottawa, d'où elle travaille depuis le début de son mandat, Michaëlle Jean était loin de considérer son poste comme idéal.

« Avec tous les drames qui ont frappé Haïti, je ne peux pas dire que je vois les choses comme ça. J'ai l'impression que je devrai déplacer des montagnes, compte tenu de la situation actuelle. Maintenant, c'est vrai que de pouvoir apporter ma contribution à mon pays natal est un grand privilège, mais il ne faut pas sous-estimer ce que cela re-

présente comme défis », a-t-elle confié au *Devoir*.

Les catastrophes qui ne cessent de s'accumuler après le séisme — choléra, élections avec soupçons d'irrégularité, émeutes — ne sont pas sans donner d'immenses migraines à la représentante spéciale de l'UNESCO.

« Si la classe politique se retrouve complètement discréditée, si la confiance n'y est pas, comment réussir à convaincre les pays et les organisations de contribuer aux efforts de reconstruction? C'est très dur pour moi, dans ce contexte », indique Mme Jean.

Le défi de l'éducation

Michaëlle Jean refuse toutefois de sombrer dans le pessimisme. Quelle est donc la stratégie?

« Je persiste à croire, affirme-t-elle, que c'est en investissant dans le durable, surtout en éducation, qu'on réussira à mieux soutenir Haïti. Il faut passer d'une logique d'assistantat à une logique d'investissement. On ne peut plus seulement répondre à l'urgence, d'une catastrophe à une autre, sans vraiment inclure la population et sans avoir un véritable plan à long terme. »

Michaëlle Jean explique d'ailleurs que traditionnellement, dans la culture haïtienne, l'éducation est vue comme une priorité absolue. « Même dans le temps de l'esclavage, dans les plantations, les esclaves associaient l'éducation à l'émancipation, à la liberté. C'est clair que, sur le terrain, il faut miser sur l'éducation. »

Mais où en est Haïti exactement en matière d'éducation? Le gouvernement a estimé qu'environ 5000 écoles ont été détruites lors du séisme.

« Lorsque j'étais à Haïti en mars 2010, deux mois après le tremblement de terre, on voyait ces enfants en deuil de leurs camarades de classe, de leurs professeurs, de membres de leur famille, on ne savait pas s'ils avaient quelque chose dans l'estomac, et ce qui était saisissant, c'est qu'ils ne cessaient de demander quand l'école allait reprendre. Ils angossaient à penser que leur année scolaire volait en éclats », raconte Mme Jean.

Aujourd'hui, plusieurs enfants ont repris les cours sous des abris de fortune, mais il reste encore beaucoup à faire et pas seulement en matière de reconstruction. Pour Michaëlle Jean, c'est ni plus ni moins tout le système d'éducation public qui est à bâtir.

« Cette aspiration à l'éducation des Haïtiens est largement exploitée par des gens qui en font un fonds de commerce. Il y a beaucoup d'établissements privés, qu'on appelle les écoles borlettes, un mot créole qui signifie "loterie", qui sont tout et n'importe quoi. Il n'y a pas de contrôle de compétence, ni de normes pour évaluer les programmes, et les familles se font saigner à blanc parce qu'elles aspirent à envoyer leurs enfants à l'école », explique-t-elle.

Pour définir sa stratégie, l'UNESCO s'est appuyée sur le plan du Groupe de travail sur

l'éducation et la formation mis en place par le gouvernement haïtien pour arriver à un Pacte national sur l'éducation.

« Ce plan a réussi à aller chercher un consensus et nous voulons aider l'État haïtien à mettre en place un système d'éducation publique universel de qualité, avec des écoles qui garantiraient aussi un repas par jour aux élèves. Cela ne viendrait pas éliminer le secteur privé, mais ça viendrait prévenir le développement exponentiel et chaotique de toutes ces écoles qui ne rejoignent pas les critères de qualité », croit Mme Jean.

La formation professionnelle est aussi dans la mire. « Quelque 60 % de la population haïtienne a moins de 25 ans. Plusieurs n'ont rien à faire à longueur de journée, ils vivent dans une situation de précarité absolue, ils sont pleins de traumatismes, il y a la maladie mentale, l'angoisse. C'est important de mettre fin au chaos, de mettre en place rapidement des formations professionnelles, en espérant bien sûr que les efforts de reconstruction donneront du travail à ces jeunes. »

L'art de convaincre

La tâche est donc lourde, mais Michaëlle Jean compte multiplier les efforts pour rappeler à la communauté internationale ses engagements. « Lorsqu'il y a eu le séisme, les gens disaient qu'il fallait qu'Haïti renaisse de cette catastrophe, faire de cette tragédie une opportunité. Sommes-nous en train de rater cette occasion? », questionne-t-elle.

La représentante spéciale de l'UNESCO croit que la communauté internationale se doit de penser à la population haïtienne dans son ensemble, plutôt que de se laisser vaincre par certains écueils, par des échecs de la classe politique.

« La population doit être considérée comme faisant partie de la solution. On doit investir dans la gouvernance, mais aussi dans le renforcement des capacités de la société civile. Il faut un équilibre des forces », affirme-t-elle.

Aux yeux de Michaëlle Jean, Haïti mérite cette solidarité en raison de ce que le pays a fait pour le monde. « Les Haïtiens ont été le premier peuple d'esclaves à se lever et à demander sa liberté. Haïti l'a payé très durement, puisqu'il a subi un sévère embargo des États-Unis et de la France, qui ne voulaient pas que cet exemple se répande puisqu'il compromettrait tout le système d'exploitation, de traite d'esclaves et de ségrégation en place à la fin du XVIII^e siècle. Cela a été quelque chose d'important pour l'histoire de l'humanité, c'était un acte de courage incroyable. L'exode de cerceaux haïtien a par la suite servi d'autres pays, dont le Canada. En Afrique, les Haïtiens ont prêté main-forte aux mouvements d'indépendance. Haïti a beaucoup reçu, mais il a aussi beaucoup donné et il ne mérite pas qu'on le laisse tomber. »

Collaboratrice du *Devoir*

HAÏTI UN AN PLUS TARD

Un bilan financier à l'aube d'un triste anniversaire

Les organisations humanitaires planifient leurs interventions sur 10 ans

Il y a les millions pour l'urgence et d'autres pour la reconstruction

Avec 76 % de sa population qui vit avec moins de 2 \$ par jour, Haïti est le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental. Déjà, bien avant que le séisme ne frappe le 12 janvier dernier, le pays était lourdement affecté par une crise alimentaire. Et, outre les problèmes de violence et de criminalité qui sévissent depuis, un autre bémol s'est ajouté au rang des malchances: l'épidémie de choléra. Une bataille de plus pour les Haïtiens et les organisations caritatives qui travaillent à leur redonner espoir. Histoire de parler finances, *Le Devoir* s'est entretenu avec trois organisations non gouvernementales (ONG) qui appuient Haïti depuis des décennies.

VALÉRIE R. CARBONNEAU

Développement et paix a reçu 20 millions de dollars des Canadiens pour reconstruire Haïti. En 2010, l'organisation a déboursé 5 millions pour ainsi appuyer les projets de 25 partenaires sur le terrain. D'abord par son appui au réseau Caritas en phase d'urgence, une confédération qui renferme 165 organismes internationaux et dont elle est membre, qui a fourni une assistance à près de 2,5 millions d'Haïtiens pendant les quatre premiers mois ayant suivi la catastrophe. Notamment avec la distribution d'eau potable, de tentes, de nourriture et de trousseaux d'hygiène et par la création de cliniques mobiles.

La majorité des partenaires de Développement et paix ont été affectés par le séisme, raconte Jasmine Fortin, directrice du service de la promotion. Comme ils sont essentiels à la reconstruction d'Haïti et pour faire entendre la voix de ses habitants, Développement et paix a attribué 900 000 \$ à la relance des activités d'une dizaine d'organisations de la société civile et de base en Haïti.

En plus d'avoir appuyé le retour des enfants à l'école et contribué à l'intégration d'enfants déplacés, l'organisation leur a apporté un appui psychosocial, financé des cantines scolaires et fourni du matériel didactique. La sécurité alimentaire étant

une autre priorité, Développement et paix a aussi distribué des semences à plus de 20 500 familles paysannes.

L'organisation envisage ainsi un programme de reconstruction qui s'étale sur cinq ans. L'enveloppe se divise donc comme suit: 10 millions pour les trois prochaines années, alors qu'on prévoit 5 millions pour absorber les contraintes, mais si, par exemple, l'an prochain le pays était frappé par des ouragans, on devrait considérer une nouvelle intervention.

Oxfam Québec intervient

De son côté, Oxfam Québec, au 31 mars 2011, aura investi 13,5 millions en Haïti, soit l'objectif visé pour les fonds d'urgence, raconte le directeur principal du développement et des relations publiques. Sur les 13,5 millions amassés, 4 millions proviendraient de dons des Québécois.

Au lendemain du séisme, l'organisation québécoise s'était donné pour mandat d'intervenir dans quatre secteurs. L'approvisionnement en eau et l'assainissement (chloration et distribution d'eau — 18 millions de litres distribués à ce jour — construction de douches et de latrines, gestion des déchets dans les camps, etc.), la distribution de trousseaux de première nécessité (couvertures, casseroles, savons, etc.), l'aide psychosociale et, le dernier mais non le moindre, la sécurité alimentaire et la relance agricole.

«La reconstruction d'Haïti ne sera pas terminée en un an», a lancé M. Verret lors de la conférence de presse tenue à Montréal dans les jours qui ont suivi le 12 janvier. Il faut aussi considérer Haïti avant le séisme, un pays déjà fragilisé. Dès lors, on prévoyait un investissement d'une portée de dix ans.

De concert avec ses filiales internationales (Oxfam États-Unis, Belgique, Espagne et Grande-Bretagne), Oxfam Québec travaille présentement sur un horizon de cinq ans. Pour 2011-2012, on prévoit investir 20 millions seulement avec le volet québécois.

Pour le moyen et long terme, cette fois, l'organisation a projeté trois axes d'intervention. D'abord, comme il est jugé essentiel, l'axe de l'eau et de l'assainissement demeure. «Aussi, on veut renforcer les



SOURCE VISION MONDIALE
Vision mondiale internationale a amassé 194 millions pour venir en aide à Haïti

moyens de subsistance en ajoutant à cela la relance de l'activité économique», précise celui qui, peu avant le séisme, s'était déplacé dans le pays en pleine crise alimentaire pour visiter des agriculteurs et ainsi se rendre compte qu'il fallait absolument encourager l'agriculture familiale pour favoriser leur économie.

Et, enfin, la gouvernance et la décentralisation. «Tout ne se traite pas à Port-au-Prince. Il faut renforcer les pouvoirs locaux et redonner du pouvoir aux régions en s'assurant que les compétences soient là.»

Vision mondiale est là

Vision mondiale œuvre en Haïti, surtout par le biais de programmes de développement durable, dans des collectivités affectées par une catastrophe

autres que Port-au-Prince. Au même titre que les deux organismes susmentionnés, Vision mondiale met en place des interventions d'urgence et de reconstruction en partenariat avec la population locale, les autres ONG et le gouvernement.

En tout, Vision mondiale internationale a amassé 194 millions pour venir en aide à Haïti. Après soustraction de 13 millions pour les frais administratifs, 181 millions seront consacrés aux différents programmes. A ce jour, on confirme avoir dépensé 107 millions.

Plus concrètement, 40,6 millions ont été amassés par le pendant canadien de l'organisation. Ce montant est divisé comme suit: 26,6 millions proviennent des activités de financement Hockey pour Haïti et du téléthon Canada pour Haïti, de quatre allocations du gouvernement fédéral totalisant 10,5 millions (y compris 1,3 million pour des interventions anticholéra), en plus de la contribution de fournitures médicales et de secours d'urgence au montant de 3,5 millions. Des 40,6 millions, 2 039 374 \$ sont issus de la générosité des Québécois.

«Nous estimons que notre travail après le séisme durera encore au moins cinq ans», indique Tanis McKnight, coordonnatrice des programmes pour l'organisation, qui admet toutefois qu'il fut impossible de mettre la main sur le détail du budget pour les prochaines années. Mais, à long terme, Vision mondiale travaillera à répondre aux besoins des gens vivant encore dans les camps, de ceux qui retourneront dans leurs quartiers ou encore qui recommenceront leur vie dans de nouvelles communautés.»

Ainsi, 350 448 personnes ont reçu une aide d'urgence pour des fournitures de base (papier hygiénique, savon, dentifrice, draps et couvertures, filets à moustiques, matelas, etc.), 229 763 ménages ont reçu une aide alimentaire au cours des trois premiers mois qui ont suivi le séisme, cinq cliniques fixes et quatre cliniques mobiles ont desservi 11 camps à Port-au-Prince et deux cliniques mobiles ont desservi trois camps à la frontière et même 113 409 bâches et tentes ont été fournies à 7497 familles.

Collaboratrice du Devoir



Oxfam-Québec sur le terrain

La priorité est toujours accordée à un développement durable

«On a pu distribuer 9000 paniers de denrées alimentaires uniquement composés de produits locaux»

Il y a un an, un terrible tremblement de terre ébranlait la fragile nation d'Haïti. Oxfam-Québec, déjà bien présente grâce à ses projets d'aide au développement, a retourné ses manches afin de venir en aide à la population lourdement touchée. Survol des actions posées sur le terrain depuis un an.

PIERRE VALLÉE

C'est la première question qui vient en tête: l'urgence de la situation a-t-elle obligé Oxfam-Québec à reléguer à l'arrière-plan ses projets d'aide au développement? «C'est ce que les autorités suggéraient, mais nous avons refusé», répond Philippe Mathieu, directeur d'Oxfam-Québec en Haïti, joint à Port-au-Prince. Au contraire, on devait continuer, car il ne fallait pas couper les liens avec les milieux ruraux. L'aide alimentaire et humanitaire d'urgence venait se greffer à nos projets d'aide au développement.»

De surcroît, Oxfam-Québec a même renforcé ses équipes rurales. Deux raisons expliquent ce choix. «Après le séisme, une partie de la population de Port-au-Prince est retournée sur ses terres natales», explique Marion Turmine, directrice d'Oxfam-Québec pour l'Amérique latine et les Caraïbes. En renforçant nos équipes en région, on a pu mieux soutenir la population locale qui devait accueillir les nombreuses personnes déplacées.» La deuxième raison est alimentaire. «Nous avons des projets de développement agricole et il n'était

pas question de compromettre la saison. C'était une question de sécurité alimentaire.»

D'ailleurs, l'aide alimentaire fournie par Oxfam-Québec aux personnes logées dans des camps à Port-au-Prince et à Léogâne provient entièrement de ses projets de développement agricole. «Nous avons déplacé les denrées des régions vers Port-au-Prince», explique Marion Turmine. On a ainsi pu distribuer 9000 paniers de denrées alimentaires uniquement composés de produits locaux. Nous avons aussi injecté 550 000 \$ pour soutenir les projets agricoles en région, ce qui a permis de soutenir l'économie locale.»

Agir sur plusieurs fronts

Dans les camps de personnes déplacées dans lesquels Oxfam-Québec est présente — 22 camps à Port-au-Prince, dans la commune de Delmas, et quatre à Léogâne — son action a pris de multiples formes. «Il y a d'abord eu la distribution d'articles d'urgence, comme des tentes et des bâches, des matelas, des casseroles et d'autres articles essentiels.»

Oxfam-Québec a aussi beaucoup contribué au programme

WASH (Water, Sanitation and Hygiene). «On a distribué 17 millions de litres d'eau dans nos sites. On a aussi construit des latrines et des douches.» Il y a eu aussi la distribution de nombreux kits d'hygiène. «Nous avons deux types de kits d'hygiène. Le premier est un kit d'hygiène personnelle comprenant un savon, du shampoing, des serviettes hygiéniques, une brosse à cheveux, etc. Le second kit est un kit de nettoyage, comprenant un seau et râtelier, enfin tous les articles nécessaires au ramassage des déchets ménagers.»

Mais l'aide d'Oxfam-Québec n'est pas seulement matérielle. «On a mis en place des équipes de sensibilisation à l'hygiène ainsi qu'à la violence faite aux femmes, des programmes d'alphabétisation, des équipes d'appui psychosocial pour les personnes déplacées, on a fait de la formation en entrepreneuriat afin de soutenir les petits commerces.» Bref, une panoplie d'interventions qui visent non seulement à assurer la sécurité alimentaire et hygiénique dans les camps, mais aussi à mieux outiller les personnes déplacées.

Puis souffla Tomas

Un malheur ne vient jamais seul. A preuve, l'ouragan Tomas. «On a eu une réponse très rapide et on a tout de suite mobilisé nos équipes», dit Marion Turmine. Heureusement, les dégâts causés par l'ouragan Tomas furent moindres que ce qu'on craignait. Mais il a fallu procéder à une nouvelle distribution de tentes et de kits d'hygiène.»

Et vint le choléra

Dernier malheur en date: l'apparition du choléra. «Nos camps n'ont pas été touchés», explique Philippe Mathieu, parce que les mesures d'hygiène étaient déjà en place et que l'on faisait déjà la distribution d'eau chlorée. C'est plutôt à l'extérieur des camps, dans les quartiers populaires où il manque d'eau potable, que le choléra est apparu.»

Oxfam-Québec a choisi de concentrer ses efforts dans la région de l'Artibonite (Gonaïves), où les premiers cas de choléra sont apparus. «De concert avec nos partenaires locaux, on a mis en place un important programme de sensibilisation à l'hygiène, en particulier au lavage des mains, afin de freiner la propagation de la maladie», raconte Marion Turmine. On a aussi distribué des kits d'hygiène, des tablettes de purification d'eau et du sérum oral afin de lutter contre la déshydratation. On a aussi évalué la qualité de l'eau et recensé de nouvelles sources d'eau potable. On a aussi mis en place un programme de gestion des déchets solides ménagers.»

L'après-épidémie

Une fois l'épidémie de choléra jugulée, et lorsque la situation économique aura repris un peu de mieux, rendant moins nécessaire l'aide humanitaire et alimentaire d'urgence, qu'entend faire Oxfam-Québec? «Nous allons poursuivre notre travail, en particulier dans le domaine de la sécurité alimentaire et du soutien aux petites entreprises», explique Marion Turmine. Nous allons aussi continuer à travailler avec nos partenaires locaux.»

Selon Philippe Mathieu, l'année qui vient de s'écouler force la réflexion. «Après la phase humanitaire, il faudra ensuite se concentrer sur la reconstruction et le transfert des personnes. Et pour y contribuer, Oxfam-Québec doit arrimer sa stratégie d'intervention à des projets encore plus structurants. Les problèmes structurels en Haïti existaient avant le tremblement de terre, mais ce dernier les a mis bien en évidence. C'est pourquoi je crois que les projets structurants, comme la formation professionnelle, le soutien aux petites entreprises, la sécurité alimentaire, sont la clef pour rebâtir la vie sur de meilleures bases.»

Collaborateur du Devoir

HAÏTI
UN PEUPLE DIGNE EN ACTION.
SOUTENONS-LE!

HAÏTI
UN AN PLUS TARD
CE CAHIER SPÉCIAL

EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Responsable NORMAND THÉRIAULT

ntheriault@ledevoir.ca

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9.

Tél.: (514) 985-3333 redaction@ledevoir.com

FAISCEQUEDOIS

DONS.CECI.CA CECI

HAÏTI UN AN PLUS TARD

Commission de reconstruction du pays

« Vous ne devez pas vous attendre à voir des progrès remarquables d'ici peu »

La communauté internationale s'est engagée à fournir plus de 11 milliards de dollars pour la reconstruction

À la suite du tremblement de terre qui a dévasté Haïti le 12 janvier 2010 — séisme qui a fait, estime-t-on, 222 570 morts et 300 572 blessés — les Nations unies ont mis sur pied la commission de reconstruction du pays. La fonction première de celle-ci est, par-delà les mesures d'urgence prises pour secourir la population, d'organiser correctement la remise en état d'Haïti.

CLAUDE LAFLEUR

« Il faut comprendre que, au lendemain du tremblement de terre, la première chose à faire a bien sûr été de porter secours à la population, relate Jonathan Papoulidis, conseiller politique principal en affaires humanitaires et en développement pour Vision mondiale et membre de la Commission de reconstruction d'Haïti. On a ainsi nourri des centaines de milliers de personnes avant de les installer dans des camps temporaires [Vision mondiale a incidemment été le plus grand fournisseur d'aide alimentaire, de concert avec le Programme alimentaire des Nations unies]. Mais voilà qu'à présent nous devons nous attaquer à la reconstruction du pays tout entier. »

À cette fin, le 31 mars dernier, l'ONU a convoqué une conférence de donateurs dans le but d'organiser le sauvetage du pays. À cette occasion, 59 gouvernements et organisations mondiales se sont engagés à appuyer concrètement la reconstruction du pays en fournissant plus de 11 milliards en aide au cours des prochaines années.

« Lors de cette conférence, indique Jonathan Papoulidis, deux décisions ont été prises: premièrement, élaborer un plan d'action national de reconstruction et de développement d'Haïti ainsi que, deuxièmement, créer une commission de reconstruction afin de superviser l'application de ce plan. En outre, la commission doit surveiller les progrès réalisés sur le terrain, tout en s'assurant que les fonds attribués seront dépensés correctement. »

Cette fois, la bonne ?

Notant que, par le passé, Haïti a fait l'objet de maints programmes et de mesures d'aide de toutes sortes, M. Papoulidis estime que ce qui fait l'originalité de la commission — et est donc un gage que cette fois-ci l'aide portera fruit — est que celle-ci rassemble autour d'une même table les représentants de la communauté internationale et ceux de la société civile et du gouvernement haïtiens. « Nous estimons que, de la sorte, la commission devrait réellement faire une différence, dit-il, puisque jamais un tel rassemblement de forces n'a été organisé en faveur d'Haïti. »



JORGE SILVA REUTERS
Camp de réfugiés à l'extérieur de Port-au-Prince

Pour la première fois, une commission cherche à favoriser la collaboration et l'harmonisation entre le secteur privé, la société civile, les donateurs, la diaspora et le gouvernement haïtien. « Nous rassemblons toutes les personnes-clés pour qu'ensemble nous prenions les bonnes décisions et pour que ce qui se fera soit bien supervisé, ajoute-t-il. Nous devrions aussi être en mesure de faire face aux nombreux défis qui ne manqueront pas de surgir. »

Jonathan Papoulidis souligne néanmoins que la reconstruction du pays ne prendra pas une année ou deux, mais qu'il s'agit d'un processus à long terme. « Vous ne devez pas vous attendre à voir des progrès remarquables d'ici peu, dit-il. Ce qui importe,

pour l'instant, c'est que les bonnes décisions soient prises dès le départ. Il faut d'abord concevoir un plan de développement qui soit cohérent. »

Éducation et santé

C'est ainsi que, selon lui, les deux priorités auxquelles on devrait se consacrer en Haïti — hormis la construction d'abris pour les habitants — est la mise sur pied de programmes efficaces en éducation et en santé. « Pour nous, à Vision mondiale, les enfants et la famille représentent l'avenir du pays! », dit-il sur un ton ferme.

Or, rappelle-t-il, avant même le séisme, Haïti figurait parmi les pays de l'hémisphère Nord où les enfants allaient le moins à l'école et où les taux de mortalité des enfants et de leurs mères étaient les plus élevés. « N'oublions pas aussi l'esclavage des enfants, le trafic d'enfants hors du pays aussi bien qu'à l'intérieur des frontières, ajoute-t-il. Nous ne de-

vous pas faire l'erreur d'appliquer un simple cataplasme sur des problèmes aussi profonds. »

Il reprend d'ailleurs à son compte les mots du président d'Haïti, qui déclarait, au lendemain du séisme, que cette catastrophe pourrait être l'occasion de remettre en état tout le pays, et non pas de simplement remettre les choses comme elles étaient auparavant.

« Je pense que nous progresserons constamment, ajoute le représentant de la Commission de reconstruction d'Haïti, étant donné que, sur le terrain, quantité de gens dévoués s'affairent jour après jour. La question n'est donc pas de savoir si les choses avancent, mais bien à quel rythme elles progressent. Et, surtout, s'il s'agit de progrès durables. »

En effet, poursuit-il, « à Vision mondiale, nous mettons beaucoup l'accent sur des solutions qui demeureront à long terme. Il ne

s'agit pas pour nous de préconiser des solutions rapides, et c'est pourquoi nous désirons mettre l'accent sur l'éducation des enfants et sur le bien-être des familles. »

Pour y parvenir, explique-t-il, il s'agit d'abord et avant de tout de travailler de concert avec le gouvernement d'Haïti et la société civile, et surtout ne pas les contourner (comme cela a trop souvent été le cas par le passé). Évidemment, il s'agit d'un processus qui nécessitera du temps mais qui, estime le conseiller politique principal en affaires humanitaires et en développement, devrait donner de bien meilleurs résultats à long terme. « On se doit de redonner la chance aux Haïtiens de se prendre en mains, dit-il. On doit tenir compte de l'opinion des communautés sur le terrain, de ceux et celles qui vivent au quotidien la réalité des choses. Voilà ce qui sera porteur d'avenir! »

Collaborateur du Devoir

Haïti en chiffres

- Population d'Haïti: 9 648 900 personnes (Québec: 7 700 800)
- Âge moyen de la population: 21,1 ans (Québec: 40,5 ans)
- Taux de naissance: 24,9 naissances par 1000 personnes (Québec: 11,3)
- Mortalité infantile: 77,3 décès de bébés par 1000 naissances (Québec: 4,2)
- Taux de fécondité: 3,17 enfants par femme (Québec: 1,7)
- Espérance de vie: 30 ans (Québec: 81 ans)

- Le revenu moyen par habitant en Haïti (avant le séisme) était de 660 \$ par année, 55 % des Haïtiens vivaient avec moins de 1,25 \$ par jour.
- Superficie du pays: 27 750 kilomètres carrés (1/60^e du Québec, ou six fois la Communauté métropolitaine de Montréal).

■ Source: Claude Lafleur, d'après CIA World Factbook et l'Institut de la statistique du Québec.

UN AN DE SOLIDARITÉ AVEC HAÏTI



Pour plus d'informations
www.devp.org



Développement
et Paix

HAÏTI UN AN PLUS TARD

Pour une Haïti nouvelle

Le GRAHN souhaite contribuer au renforcement de l'éducation en Haïti

« On a oublié trop souvent que les problèmes d'Haïti ne datent pas du 12 janvier 2010 »

À la suite du tremblement de terre du 12 janvier 2010, des membres de la communauté haïtienne du Québec se sont réunis. Le Groupe de réflexion et d'action pour une Haïti nouvelle (GRAHN) a ainsi vu le jour.

BRIGITTE SAINT-PIERRE

Le Groupe de réflexion et d'action pour une Haïti nouvelle (GRAHN) travaille à la mise sur pied de l'Alliance québécoise pour le renforcement de l'éducation en Haïti, en collaboration avec la Fondation Paul-Gérin-Lajoie.

La Fédération des commissions scolaires du Québec fait partie de cette alliance, annoncée en novembre. Le GRAHN souhaiterait que les cégeps et les universités du Québec s'y joignent également.

« Ce que nous préconisons, c'est une démarche concertée », explique Samuel Pierre, coordonnateur général et membre fondateur du GRAHN-Monde et professeur titulaire à l'École polytechnique de Montréal. L'objectif serait de créer un guichet unique de demande d'aide et un guichet unique d'offre d'aide québécoise, pour répondre à des besoins d'Haïti concernant le renforcement de son système éducatif.

« Nous croyons que l'éducation doit être au cœur de la reconstruction d'Haïti. On a oublié trop souvent que les problèmes d'Haïti ne datent pas du 12 janvier 2010, mais de bien avant », mentionne M. Pierre. Le grand défi auquel on fait face, et ce, depuis plus de deux siècles, c'est qu'on n'a jamais pu mettre en place un système éducatif qui soit suffisamment inclusif pour permettre à tous les jeunes Haïtiens d'accéder à l'école. »

Plan d'action

En novembre, le GRAHN a dévoilé son plan d'action à court terme, qui inclut la création de l'Alliance québécoise pour le renforcement de l'éducation en Haïti. Il souhaite aussi contribuer à l'organisation d'une conférence nationale sur la réforme du système éducatif haïtien et offrir un soutien à

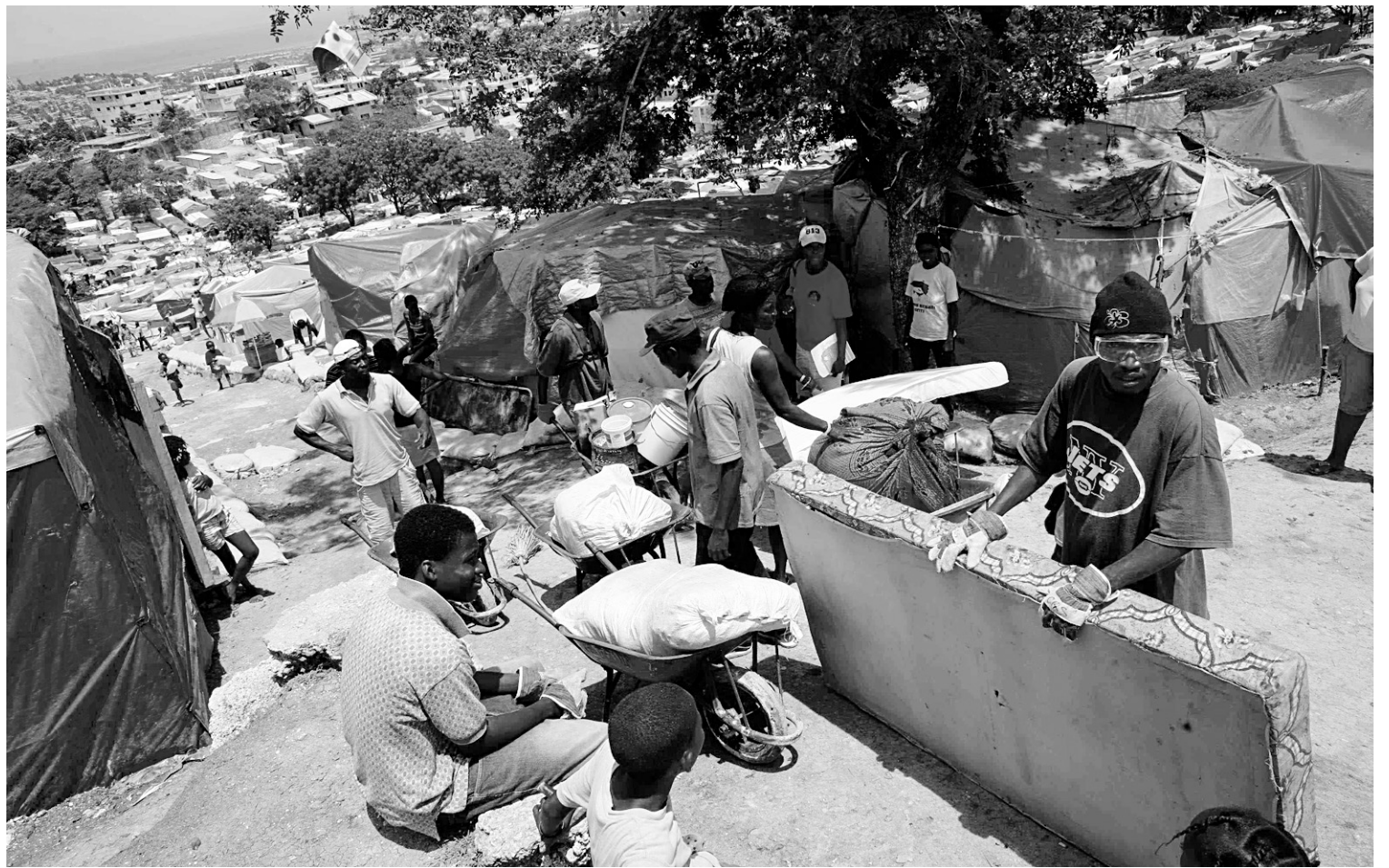
la création d'un établissement universitaire à Port-de-Paix et d'une université virtuelle à Jacmel.

Le GRAHN désire également créer un fonds d'investissement et de développement d'Haïti, qui mettrait à contribution la diaspora haïtienne et les amis de ce pays. M. Pierre explique qu'il s'agirait d'un outil à mi-chemin entre l'aide humanitaire et le financement bancaire, s'apparentant à un fonds de solidarité. « On reconnaît la nécessité qu'en certaines circonstances on puisse intervenir sur la base de l'aide d'urgence ou de l'aide humanitaire, mais ce n'est pas ça qui va développer le pays. Nos amis, on leur dirait: "Si vous voulez vraiment aider Haïti, acceptez de verser une partie de votre aide dans un Fonds d'investissement et de développement". » Selon le coordonnateur général du GRAHN-Monde, il faut sortir de la logique d'assistanat. M. Pierre indique avoir communiqué avec des gens des fonds Filaction et Fondation CSN en vue de la création d'un fonds d'investissement et de développement d'Haïti.

Le plan d'action du GRAHN comprend aussi la création d'une radio éducative en Haïti, en partenariat avec l'Université du Québec à Montréal et grâce au soutien du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada. Dans le cadre de ce plan, la section française du GRAHN a pour sa part fait parvenir 300 ordinateurs à des écoles et à des universités haïtiennes. Par ailleurs, le GRAHN veut créer un journal pour poursuivre sa mission de réflexion et d'action.

Organisation et activités

Le GRAHN est principalement composé de gens d'origine haïtienne, dont certains représentent des organismes de cette communauté. Selon ce mouvement qui se veut rassem-



EDUARDO MUNOZ REUTERS

Le Groupe de réflexion et d'action pour une Haïti nouvelle (GRAHN) a plusieurs projets en chantier pour venir en aide à ce pays dévasté par un tremblement de terre en janvier 2010.

bleur, la reconstruction d'Haïti doit aller « au-delà de la simple réparation des infrastructures physiques ». M. Pierre précise que le GRAHN souhaite « travailler à l'amélioration des conditions de vie de la population haïtienne, selon une démarche humaniste qui prend en compte les valeurs de justice sociale, de participation citoyenne et le culte du bien commun ».

À l'heure actuelle, le GRAHN-Monde compte des sections à Montréal, à Québec, en Mauricie, à Ottawa et Gatineau, à Chicago, à Miami et en France. Il envisage de créer d'autres sections ailleurs ultérieurement.

Il a mis sur pied dix comités thématiques. Au sein de ces comités, diverses personnes réfléchissent à l'aménagement du territoire et à l'environnement, au développement éco-

nomique et à la création d'emplois, aux infrastructures nationales, à la reconstruction de l'État et à la gouvernance, à la santé publique et à la population, à la solidarité et au développement social, au système éducatif, au patrimoine et à la culture, aux interventions urgentes et posturgentes ou à la planification globale et au financement. Le GRAHN a organisé un colloque en mars 2010, puis une conférence internationale en mai, à l'École polytechnique de Montréal.

Contribution

En novembre, il a lancé un livre intitulé *Construction d'une Haïti nouvelle. Vision et contribution du GRAHN*, publié aux Presses internationales Polytechnique. M. Pierre a assumé la direction de

cet ouvrage collectif et de nombreuses autres personnes y ont contribué.

Dans ce livre, le GRAHN fait 175 propositions pour la « construction d'une Haïti nouvelle », sur un horizon de 20 ans. Certaines sont des recommandations faites à l'intention des dirigeants actuels et futurs d'Haïti et d'autres sont des projets qualifiés de structurants, au nombre de 24. Le Fonds d'investissement et de développement d'Haïti est l'un de ces projets. Le GRAHN propose aussi par exemple de créer des guichets uniques de services de soutien aux entreprises, ainsi qu'une école et université d'été (EUE).

Dans le cadre de l'EUE, des personnes qualifiées issues de l'extérieur du pays viendraient offrir des formations en Haïti à

des enseignants ou à des gens actifs dans d'autres secteurs d'activité. « Pour l'ampleur de la tâche, il n'y a pas suffisamment d'enseignants, de formateurs de maîtres en Haïti, mentionne le coordonnateur général du GRAHN-Monde. Il faut qu'on vienne en renfort. » L'objectif serait que, après dix ans, ce soutien ne soit plus nécessaire. « Il ne faut pas qu'on soit une béquille perpétuelle », affirme M. Pierre.

Les membres du GRAHN souhaitent que leurs propositions fassent leur chemin. « On va travailler avec beaucoup de conviction pour essayer d'amener les gens à adhérer à nos idées. On va les diffuser. On va chercher des alliés », indique M. Pierre.

Collaboratrice du Devoir

Vision mondiale en Haïti

Comment répondre aux besoins de 500 000 personnes déplacées ?

Des salaires pour près de 18 000 Haïtiens

L'organisation de coopération internationale Vision mondiale (VM) a reçu 194 millions de dollars en dons pour Haïti, dont 40 millions du Canada (1,6 million du Québec), depuis le séisme qui a mis plus d'un million de personnes à la rue le 12 janvier 2010.

ANNE-LAURE JEANSON

« Il s'agit de la plus grande catastrophe survenue dans un pays à laquelle nous avons dû faire face », déclare Tanis McKnight, chargée de projet de VM, arrivée à Port-au-Prince au mois de janvier dernier avec sept autres Canadiens.

Un an après le tremblement de terre, l'association répond toujours aux besoins de base de la population (abris, eau potable, nourriture, savon) et limite par des plans d'action la propagation du choléra dans les camps de réfugiés.

Coordonner une centaine d'ONG

Les défis sont de taille dans ce pays désorganisé, où des secousses se font toujours sentir et qui a vu, après l'apparition du choléra en octobre, l'ouragan Tomas fouler ses terres, au début de décembre.

Aujourd'hui, VM, chef de file au sein du système de regroupement d'agences des Nations unies, travaille pour améliorer la coordination de l'aide avec l'ONU et les autres ONG sur place et le gouvernement haïtien dans une politique de reconstruction globale. « Haïti est un cas vraiment intéressant par le nombre d'organismes présents avant le séisme. C'est une difficulté pour les Nations unies de coordonner des petites associations et des ONG d'envergure internationale », explique Mme McKnight.

Le séisme qui a frappé Port-au-Prince a détruit le siège de l'ONU. Les organismes ont dû effectuer leurs réunions à la base de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah), sous une tente, près de l'aéroport.

VM est présente dans 12 groupes de travail (clusters). Ces groupes réunissent plusieurs fois par semaine des ONG, selon leurs secteurs d'activité. « Nous participons notamment aux clusters sur l'eau, sur la santé, et nous dirigeons celui sur la reconstruction », dit Mme McKnight. VM a établi un plan sur cinq ans pour la reconstruction d'infrastructures.



SOURCE VISION MONDIALE

L'ONG a distribué des denrées alimentaires, mais aussi des draps, des couvertures, des moustiquaires, des ustensiles de cuisine ou encore du papier hygiénique à 350 500 personnes.

Des années d'expertise

L'association est implantée dans huit départements sur dix. « Nous sommes en Haïti depuis 30 ans. On avait les ressources humaines sur le terrain pour intervenir en cas d'urgence », raconte la chargée de projet. Avant le tremblement de terre, 850 personnes travaillaient en zone rurale, dans une vingtaine de programmes axés sur l'éducation des enfants, l'accès aux soins, l'assainissement de l'eau et l'irrigation des cultures.

Depuis le 12 janvier dernier, l'ONG a doublé ses effectifs. « Nous avons recruté 911 volontaires supplémentaires, dont 800 Haïtiens, pour répondre aux besoins d'urgence. Tout le monde a été mobilisé », ajoute-t-elle.

Exode urbain

Beaucoup d'Haïtiens sinistrés de Port-au-Prince ou de ses environs sont retournés dans leur village natal, chez des parents ou dans un camp. VM estime à 500 000 le nombre de personnes déplacées dans l'île.

« Nous ne pouvions pas cesser complètement nos activités de développement », explique Mme McKnight, mais nous les avons un peu modifiées

en offrant des médicaments, de l'eau potable et des produits d'hygiène de base. » L'ONG a distribué des draps, des couvertures, des moustiquaires, des ustensiles de cuisine, du savon, du dentifrice ou encore du papier hygiénique à 350 500 personnes. Au total, 229 800 foyers ont reçu des paniers alimentaires les trois premiers mois après le séisme et 132 000 Haïtiens ont été approvisionnés en eau potable.

Selon le Programme des Nations unies pour le développement, 86 % des villageois vivent avec moins de deux dollars par jour. « Les régions agricoles sont pauvres, il y a du millet, mais l'approvisionnement en d'autres denrées est difficile. L'état des routes ne permet pas aux camions de circuler », raconte une bénévole québécoise, Louise Brassard, qui œuvre pour l'organisme Développement, expertise et solidarité internationale (DESI) dans la région de Petit-Goâve.

Dans les camps

Dans la région de Port-au-Prince, l'association a donné 7500 tentes et 113 400 bâches. Elle a aussi relégué 620 familles dans des abris transitoires.

VM accorde une attention particulière au bien-

être des enfants. Elle est présente dans 15 camps par des espaces d'éducation provisoires qu'elle a développés avec les communautés locales de Pétiou-Ville. « Près de 1500 enfants âgés de trois à huit ans suivent notre programme. Leurs parents, touchés par le séisme, n'ont pas les moyens de payer leur retour à l'école », explique Christine Sampeur, enseignante et coordonnatrice de quatre centres de la petite enfance depuis le mois de juin.

Dans chaque camp, la population a choisi six personnes qui ont été ensuite formées grâce au programme « Ti pas, Ti pas ». « Je dois m'assurer que les enfants reçoivent vraiment ce que nous avons décidé de leur donner comme éducation, car il arrive, à cause de la situation toujours imprévisible, que nous retardions les activités », poursuit-elle.

Des refuges sécuritaires pour plus de 5600 enfants ont été créés. « Dans ces espaces, ils peuvent jouer, dessiner et chanter des chansons. C'est important de leur permettre de se sentir en sécurité », insiste Tanis McKnight.

Enfin, environ 15 000 personnes reçoivent un salaire de VM pour des fonctions qu'elles occupent et près de 2000 adultes sont payés pour suivre une formation en maçonnerie, en charpenterie ou en jardinage. « Dans le camp, il est important que quelqu'un s'assure le drainage des eaux usées », note par exemple Tanis McKnight.

Trouver des solutions durables

« Comme l'épidémie de choléra se propage en Haïti, VM poursuivra ses opérations de secours et de prévention en 2011 », peut-on lire en conclusion du rapport de l'association, un an après le séisme.

L'aide de VM comprendra des unités et des centres de traitement du choléra et se concentrera sur l'aménagement d'infrastructures dans les quartiers les plus vulnérables de Port-au-Prince. Dans ses projets, elle collabore avec plusieurs organisations haïtiennes, les Nations unies et les autres organismes humanitaires. L'ONG s'est aussi engagée avec le Conseil international des agences bénévoles (ICVA), InterAction et le Comité permanent interorganisations (CPI) pour coordonner les normes humanitaires, les efforts de secours d'urgence et la responsabilisation.

Collaboratrice du Devoir

HAÏTI UN AN PLUS TARD

Développement et paix

L'école et la santé, certes, mais aussi l'agriculture

« Les organismes locaux sont essentiels pour le développement durable d'un pays »

Organisme officiel de solidarité internationale de l'Église catholique au Canada, Développement et paix s'est activement engagé pour la reconstruction d'Haïti après le séisme du 12 janvier 2010. Cet organisme fondé en 1967, membre canadien du réseau de secours d'urgence Caritas Internationalis, a œuvré depuis sa création pour le soutien et l'aide aux populations les plus démunies dans plus de 70 pays, appuyant 15 200 initiatives dans les domaines de l'agriculture, de l'éducation, de la paix ou encore des droits de l'homme.

ASSÏA KETTANI

Alors que Développement et paix finançait déjà des projets de développement et de secours en Haïti, il s'est immédiatement mobilisé après le séisme pour l'achat et la distribution de nourriture et de biens de première nécessité: «*En quelques minutes, une grande partie des habitants de Port-au-Prince et des alentours étaient sans abri. Dans ces premières semaines, la priorité était d'assister les victimes les plus vulnérables. Comme membre de Caritas Internationalis, nous avons contribué à son programme d'urgence et, ensemble, nous avons aidé 2,5 millions de personnes dans les six premiers mois*», précise Kelly di Domenico, agente en communication de l'organisme.

Collaboration

Les actions de Développement et paix en Haïti passent par une collaboration étroite avec Caritas Haïti et avec d'autres partenaires sur le terrain. Cette proximité avec des organismes œuvrant quotidiennement avec la population locale permet de mieux cibler les besoins: «*Nous sommes venus appuyer les organisations avec lesquelles nous travaillions avant le tremblement de terre. Nous considérons que ces or-*

ganismes locaux sont essentiels pour le développement durable d'un pays: ils ont des liens très étroits avec leurs communautés, comprennent les enjeux et ont la capacité d'identifier et d'atteindre les plus vulnérables. Nous avons donc créé un fonds de solidarité pour les aider à se remettre sur pied et à reprendre leurs travaux qu'ils font si bien. Nous appuyons 25 organisations dans ce programme, dont des mouvements paysans, des associations de radios communautaires, des groupes de femmes et de défense des droits humains», indique Michael Casey, directeur général de Développement et paix.

Au cours des six premiers mois, Développement et paix a aidé à la mise en place de programmes de soins de santé pour 400 000 personnes et d'abris d'urgence ou de maisons temporaires pour 160 000 personnes, à la distribution de nourriture pour 1,5 million de personnes, ainsi que d'eau, de latrines et de nécessaires de toilette pour 280 000 personnes. Pour encourager la relance, l'organisme a aidé 40 000 personnes par l'entremise du programme «*Argent contre travail*», dans lequel des travailleurs, essentiellement des femmes, sont embauchés pour des projets, ce qui leur permet d'apprendre tout en étant rémunérés.



L'une des actions fondamentales de Développement et paix a porté sur l'aide consacrée à l'éducation et à l'école, pour que les enfants puissent terminer leur année scolaire.

Reconstruire

Après ces premières mesures, l'organisme se tourne désormais vers un travail de longue haleine qui vise la reconstruction progressive du pays, sur les plans aussi bien matériel qu'humain.

L'un des axes majeurs de cette reconstruction passe par des projets axés sur l'agriculture qui permettent, au-delà de l'aide alimentaire immédiate, une autonomie agricole à long terme. «*L'une de nos priorités est la promotion de la sécurité alimentaire dans une perspective de souveraineté alimentaire, à travers une agriculture écologique et responsable*», souligne Michael Casey. En juin, l'organisme avait notamment appuyé le Mouvement paysan Papaye, une association haïtienne de petits agriculteurs qui s'était opposée à la distribution

de 475 tonnes de semences par le géant de l'agriculture Monsanto. Ils craignaient la disparition de variétés locales au profit de semences hybrides et à long terme, la transformation de l'agriculture haïtienne, surtout biologique et locale, en une agriculture intensive destinée à l'exportation. Contre ce type de menace, Développement et paix a distribué des semences à 20 500 familles dans le Plateau central et a participé à des programmes de production agricole. «*Dans plusieurs collectivités, nous nous sommes engagés à fournir des moulins et des banques d'outils, et les collectivités pourront les utiliser dans leurs activités agricoles*», avance Kelly di Domenico.

L'aide aux Haïtiens passe également par un effort d'amélioration des conditions de vie dans

les camps: «*Il y a des centaines de femmes dans des camps à Jacmel qui se sentent plus en sécurité et des jeunes qui prennent en charge l'assainissement des camps grâce à nos programmes*», indique Kelly di Domenico. Outre l'implantation des installations d'hygiène, des programmes d'aide psychosociale s'avèrent bénéfiques. «*Nos partenaires ont plusieurs programmes de protection des femmes. Entre autres, ils réunissent les femmes qui ont subi de la violence dans les camps pour qu'elles puissent s'entraider. Ils vont également accompagner et encadrer une femme qui a été violente, dans sa démarche pour*

porter plainte à la police: une action qu'elles ne veulent pas généralement faire seules», précise Jasmine Fortin, directrice du Service de la promotion.

Retour en classes

Enfin, dans le sillage des priorités énoncées par le gouvernement haïtien, l'une des actions fondamentales de Développement et paix a porté sur l'aide consacrée à l'éducation et à l'école, pour que les enfants puissent terminer leur année scolaire. En effet, au lendemain du séisme, près de deux millions d'enfants ont été privés d'accès à l'éducation. Au total, l'organisme a aidé près de 15 500 enfants à retourner à l'école, a fourni des aides permettant la réduction des frais d'inscription et se concentre actuellement sur la reconstruction d'infrastructures comme des maisons et des écoles.

Alors que la durée estimée de

la reconstruction complète d'Haïti est de 5 à 20 ans, Développement et paix envisage un programme de reconstruction durable à long terme. «*Nous avons engagé 15 millions pour des projets au cours des trois prochaines années et nous continuons à identifier d'autres projets à plus long terme*», souligne Michael Casey.

Malgré les

difficultés

rencontrées

sur le terrain,

l'espoir et la

détermination

ne faiblissent

pas

Mais ces projets se heurtent aux aléas d'un équilibre encore trop fragile. «*Il faut rester flexible en cas de nouvelles urgences qui se soulèvent, comme le choléra. Le peuple est encore dans un état vulnérable qui ne peut être négligé*», souligne Kelly di Domenico. Actuellement, une campagne de prévention du choléra est venue s'ajouter aux programmes entamés. Des bénévoles, supervisés par l'équipe médicale de Caritas Haïti, vont distribuer 3000 trousseaux d'hygiène et des pastilles pour purifier l'eau dans différents camps, dont ceux de Tabarre, Canapé Vert et Carrefour-Feuille.

Malgré les difficultés rencontrées sur le terrain, l'espoir et la détermination ne faiblissent pas: «*C'est vrai que les choses avancent lentement en Haïti, mais nous travaillons dans des circonstances jamais vues. Il y a tout de même beaucoup de choses qui se passent, et cela, grâce à la détermination et à la résilience des Haïtiens pour rétablir leur pays. Pour 2011, il faut continuer à aller de l'avant*», affirme Kelly di Domenico.

Collaboratrice du Devoir

Ensemble, nous avons le pouvoir d'agir !

Lors du séisme, vous avez été des milliers à répondre à notre appel.

Michou Lima, 30 ans, offre une cuillerée de riz à sa benjamine, Jennie. «*Ma maison a été rasée et mon mari est mort lors du tremblement de terre.*» Aussi, son fils aîné est décédé subitement de maladie il y a un mois. Elle vit avec ses trois filles et la famille de son frère dans le camp Bénédiction avec 700 autres familles de déplacés.

Photo : Éric St-Pierre/Oxfam-Québec

Grâce à vos dons, Oxfam-Québec a soutenu directement plus de 130 000 personnes dans 85 sites situés à Port-au-Prince, dans les quartiers avoisinants et en région.

Voici quelques-unes de nos réalisations :

- Plus de 23 millions de litres d'eau distribués
- Installation et nettoyage quotidien de 507 latrines et de 331 espaces de douche
- Formation en hygiène et programme de santé publique incluant des actions pour prévenir la propagation du choléra
- Distribution d'articles essentiels : trousseaux d'hygiène et de cuisine, matelas, bâches, etc.
- Distribution de plus de 11 000 paniers alimentaires composés de produits locaux
- Création d'emplois
- Relance d'activités économiques en faveur des femmes

 **Oxfam Québec**

Le pouvoir d'agir

En Haïti depuis 1983, Oxfam-Québec poursuit son travail.



HAÏTI

Distribution d'aide alimentaire

à 229 763 ménages au cours des trois premiers mois

Distribution de 113 409 toiles et 7 497 tentes aux sinistrés

Distribution de 189,6 millions de

litres d'eau potable

à 132 153 personnes • Rémunération de

14 770 personnes grâce au programme

Travail contre rémunération • Réunion de

694 enfants à leur famille • Ouverture de cinq

cliniques de santé

fixes et de quatre cliniques mobiles • Ouverture

de 180 centres de ravitaillement qui ont

fourni de la nourriture à 49 200 enfants

Distribution d'articles ménagers

de base à 350 448 personnes

Déménagement de

620 familles dans des

abris de transition

1 150 jeunes enfants sont allés dans l'un des 15 centres d'apprentissage • 5 653 enfants se sont inscrits dans
l'un des 22 **espaces pour enfants** afin de jouer, chanter, danser et colorier.



Grâce à votre générosité,
Vision Mondiale agit pour aider
les Haïtiens à reconstruire
leur dignité, leur confiance,
leur avenir... leur pays.

Pour plus d'information sur notre
aide humanitaire et notre
développement durable en Haïti,
visitez visionmondiale.ca/haiti